

Renault préparerait un nouveau plan sur l'emploi, aides de l'Etat en vue

La Tribune.fr - 14/01/2009 à 08:01

La direction de Renault a convoqué lundi 19 janvier, la veille des états généraux de l'automobile organisés par le gouvernement, l'ensemble des délégués syndicaux du groupe. La direction pourrait demander un nouvel effort au personnel alors qu'un plan de départs volontaires prévoit de supprimer déjà 4.300 postes.

Lundi prochain, le 19 janvier, les délégués du personnel sont convoqués par la direction de *Renault* pour une réunion d'informations et d'échanges sur la situation de l'entreprise en 2009. La station de radio Europe1 croit savoir que la direction devrait à cette occasion demander un nouvel effort au personnel. Un plan de départs volontaires court déjà jusqu'en avril et prévoit de supprimer 4. 300 postes. Or à ce jour moins de 1.000 personnes seulement se seraient portées candidates au départ, soit 1/5e des besoins !

D'après les informations d'Europe 1, la direction devrait proposer un plan d'économies avec plus de chômage technique. Car chaque usine a sa convention collective sur la question. A Douai, par exemple, on peut facilement stopper la production. Mais au Mans, c'est pratiquement impossible. L'idée serait donc d'aligner tout le monde sur Douai. Le plan de départ volontaire pourrait être ouvert à des catégories exclues pour l'instant comme ceux qui travaillent à la chaîne. Et les départs en retraite anticipée pourraient être relancés.

Ces annonces seront faites à la veille des états généraux de l'automobile convoqués le 20 janvier par le gouvernement. A ce propos, François Fillon, invité du Grand Journal sur Canal Plus mardi soir a déclaré que le gouvernement envisageait de "financer presque directement" les entreprises du secteur automobile confrontées à la difficulté d'accéder au crédit, comme l'a récemment souligné le patron de *Renault* Nissan, Carlos Ghosn. "On est en train de réfléchir à des

mesures beaucoup plus ambitieuses qui consisteraient, en réalité, à financer presque directement les grandes entreprises automobiles qui n'arrivent pas à trouver sur le marché financier aujourd'hui les sommes dont elles ont besoin à des niveaux, à des taux qui soient raisonnables", a déclaré le Premier ministre.

Un système d'obligations convertibles en action a également été évoqué mais *Renault* a démenti ce mercredi projeter une telle émission à hauteur de trois milliards d'euros, évoquée par l'agence Reuters.

La ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avait affirmé lundi que la piste d'un "renforcement des fonds propres des constructeurs" serait évoquée lors des états généraux de l'automobile programmés le 20 janvier. "On a réservé 320 milliards d'euros pour les liquidités des banques, pour faire en sorte que les banques puissent prêter", a rappelé François Fillon: "Si cet argent n'arrive pas suffisamment vite et à des prix suffisamment raisonnables à des grandes entreprises comme (celles du) secteur automobile, on est en train de regarder si on peut nous-mêmes apporter l'argent".

Le secteur a déjà bénéficié d'aides à effet temporaire comme la "prime à la casse", dans le cadre du plan de relance de l'économie. L'Etat a aussi accordé un prêt à taux réduit d'un milliard d'euros pour les établissements financiers filiales des constructeurs français qui financent les achats de voitures à crédit. Il a en outre annoncé la constitution d'un fonds de soutien à la sous-traitance doté de 300 millions d'euros.